Guy Rocher

sociologue, Université de Montréal

(1960)

“Réflexions sociologiques sur le service social au Canada français”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy Rocher, "Réflexions sociologiques sur le service social au Canada français". Un article publié dans la revue **Service social**, vol. 9, no 1, janvier 1960, pp. 57-70. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 15 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres.]

Courriel : guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 octobre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

- A. Le service social en milieu canadien-français
- B. Les valeurs « dynamiques » du service social
- C. Les exigences de l'action sociale

Conclusion

Introduction

Au moment d'écrire cet article M. Guy ROCHER détenait les diplômes suivants : B.A., M.A. en sociologie (Université Laval), Ph.D. en sociologie (Harvard University, 1957), et il était directeur de l'École de Service Social, Université Laval, Québec.

Dans l'optique sociologique, le service social apparaît comme une institution marquée par des objectifs, des valeurs et des méthodes d'action qui le caractérisent. Les difficultés d'intégration du service social au milieu canadien-français sont analysées ici du point de vue des résistances dues aux structures sociales et culturelles du Canada français. L'auteur conclut l'analyse en insistant sur le rôle « dynamique » que peut jouer le service social, comme ferment de changement dans les structures et la mentalité des organismes de bien-être et d'action sociale.

[Retour à la table des matières](#)

On s'est beaucoup intéressé jusqu'ici à l'histoire du service social, du moins dans les pays où celui-ci a déjà une assez longue tradition, comme l'Angleterre ou les États-Unis. On s'intéresse aussi de plus en plus à ce que l'on est convenu d'appeler la « philosophie » du service social ; il nous faudra d'ailleurs un jour analyser sérieusement les fondements proprement philosophiques de ces études, fondements explicites et peut-être surtout implicites, et dégager les éléments pseudo-philosophiques qui s'y mêlent. Mais le service social, dans ses institutions, son personnel et son esprit, se prête aussi à des réflexions sociologiques qui peuvent être très utiles, ne fût-ce que pour faire le partage des composantes essentielles et des éléments culturels. Dans un article où il faisait une révision des travaux de recherche effectués dans le service social américain depuis une dizaine d'années, Ernest Greenwood écrivait :

« Les travailleurs sociaux se sont toujours intéressés à l'histoire du service social et de ses institutions. Ces connaissances historiques constituent un guide et un arrière-plan dans l'organisation et la planification des programmes de service social. Plus récemment, cet intérêt historique s'est élargi et approfondi pour inclure des connaissances sociologiques. On exprime le désir de mieux comprendre l'influence des forces culturelles et des valeurs sociales sur les programmes et les objectifs du service social ». ¹

Si l'on adopte la perspective sociologique, le service social nous apparaît comme une réalité conditionnée par un milieu socio-culturel et plus ou moins fonctionnellement intégrée à ce milieu. Ainsi, on peut dire que le service social dans les différents pays où il s'est développé a été pensé et organisé par des groupes de personnes que l'on pourrait identifier socialement et qui ont conçu le service social en fonction de certains milieux auxquels elles se référaient. De plus, l'évolution de la notion de service social, et des institutions de service social, s'est faite en fonction d'une évolution sociale et de révolution de la mentalité collective. À l'occasion de la Conférence Canadienne du Service Social, l'abbé Shaun Govenlock insistait avec raison sur les particularités locales du service social selon les milieux culturels dans lesquels il évolue: « Tout en reconnaissant l'influence de Mary Richmond et de ses successeurs sur la pratique (du Service Social) dans plusieurs régions, je crois que les modalités d'organisation et de structure de la pratique de bien-être social dans les différents milieux culturels, révèlent des différences importantes et caractéristiques qui nous portent à éviter la généralisation ». ²

La sociologie du service social peut être abordée sous différents angles. On peut, par exemple, rechercher en quoi et comment le service social a été marqué par l'influence d'une culture donnée, en l'occurrence la culture canadienne-française, ce qu'il y a pris et comment il s'y est adapté. Je ne crois pas cependant que nous ayons les renseignements, et peut-être surtout le recul nécessaires, pour pousser une telle analyse au Canada français. Le processus d'intégration du service social à un milieu donné pose également un intéressant problème sociologique. Le problème peut être envisagé soit sous l'angle de ce que le service social et une culture donnée ont en commun qui permet et facilite l'intégration, soit sous l'angle de ce qui les oppose ou les distingue et pose des problèmes d'intégration.

C'est dans cette dernière perspective que se situent les réflexions qui suivront. Le service social porte des valeurs et des objectifs qui sont inscrits dans son caractère professionnel même, dans les différentes méthodes de travail utilisées, dans les disciplines scientifiques sur lesquelles ces méthodes

¹ ERNEST GREENWOOD, « Social Work Research: A Decade of Reappraisal », *The Social Service Review*, XXXI, septembre 1957, p. 314.

² Conférence Canadienne du Service Social, juin 1958, p. 75.

s'appuient et dans la mentalité qui lui est propre. De son côté, la communauté canadienne-française a elle-même une longue tradition culturelle, des institutions et des structures sociales qui la caractérisent. Or, il semble que certaines valeurs et certaines intentions du service social professionnel viennent en opposition ou en contradiction avec des institutions et des valeurs traditionnelles du milieu canadien-français. On observe alors des résistances plus ou moins ouvertes à l'intégration du service social à notre milieu. Mais en même temps, le service social a joué et est appelé à jouer un rôle dynamique de changement social à différents niveaux dans nos institutions, nos structures sociales et notre culture.

Je reconnais tout de suite que cette perspective ne fait pas entièrement justice à la réalité. Ainsi, je risque de laisser croire que je vois dans le service social une simple importation. Il reste toutefois que le service social, comme les sciences humaines sur lesquelles il s'appuie, a largement bénéficié d'emprunts américains et européens - et c'est surtout sous cet aspect que je l'envisagerai. De même, on peut trouver certaines affinités aussi bien que certaines oppositions entre les caractéristiques psycho-sociologiques de notre milieu et les objectifs du service social. J'insisterai ici sur les oppositions, ce qui m'amènera à ne mettre en relief que certains traits de notre milieu et du service social. Une étude sociologique complète du service social dans notre milieu exigera plus de nuance et de finesse. Mais je ne crois pas que la conclusion touchant le rôle dynamique du service social dans notre milieu soit affaiblie ou faussée du fait de cette optique trop unilatérale.

A. Le service social en milieu canadien-français

[Retour à la table des matières](#)

Commençons par brosser quelques traits de nos structures sociales et de notre culture qui paraissent particulièrement significatifs du point de vue qui nous intéresse. Le fait le plus global est sans contredit l'industrialisation intensive que connaît notre province depuis quelques décennies. On peut dire, sans gros risque d'erreur, que le développement du service social a été intimement lié au phénomène de l'industrialisation. Il a fallu attendre l'expansion de l'industrialisation et la croissance urbaine pour voir apparaître le service social professionnel. Encore récemment, deux auteurs, Wilensky et Lebeaux,

mettaient en lumière cette étroite relation entre l'industrialisation et le service social.³

Comme on l'a souvent dit déjà, l'industrialisation massive de notre milieu est un phénomène nouveau et mal assimilé. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la structure économique de notre province était agricole et commerciale. Nous avions aussi excelle dans l'artisanat. La grande industrie -nous a été apportée de l'extérieur, par des capitaux étrangers. Notre population ne s'est pas opposée à l'industrialisation, car celle-ci venait à point résoudre un très grave problème économique, celui d'un surplus de main-d'œuvre qui devait émigrer soit vers les autres provinces canadiennes, soit vers les États-Unis. Mais si nous avons accepté l'industrialisation, nous ne l'avons pas assimilée, nous n'y avons pas participé activement et collectivement. Les capitalistes canadiens-français sont restés surtout dans le secteur de la petite entreprise. Nous sommes, à toutes fins pratiques, absents de la grande entreprise dynamique qui transforme la figure et le mode de vie de notre province. Ce qui montre bien la pauvreté de notre tradition industrielle, c'est l'absence quasi totale de grandes donations par des particuliers à nos oeuvres éducatives ou sociales canadiennes-françaises.

On peut dire que l'industrialisation massive est récente chez nous non seulement comme état de fait mais surtout comme état de conscience. Nous commençons à peine à nous rendre compte de l'ampleur et de la complexité du monde industriel dans lequel nous sommes plongés, et à en reconnaître les mécanismes essentiels aussi bien que les conséquences sociales et humaines. Il n'est donc pas étonnant que la conscience des problèmes sociaux et humains liée à l'industrialisation soit elle-même encore faible. Nous nous éveillons à peine à une nouvelle conception du bien-être social considéré comme une prise en charge de tous les problèmes sociaux à la dimension de la communauté nationale.

Cette absence de conscience collective des problèmes sociaux se rattache d'ailleurs à une très pauvre tradition d'action sociale chez les Canadiens français. En partie à cause de la situation minoritaire de notre groupe ethnique, la primauté a été accordée soit à l'action politique, soit à l'action patriotique. Durant tout le dix-neuvième siècle, nous avons été surtout occupés à réclamer notre droit de vivre comme communauté nationale et notre droit de parole dans le système démocratique. Mais on ne peut observer qu'un, bien mince filet de tradition d'action sociale dans les mouvements sociaux et les organismes qui ont cherché à exprimer et à verbaliser la conscience collective des Canadiens français. Les problèmes de bien-être, les questions de sécurité collective ou sociale, les revendications sociales et économiques n'ont guère

³ Harold L. WILENSKY et Charles N. LEBEAUX, *Industrial Society and Social Welfare*, New York, Russell Sage Foundation, 1958.

eu de place dans l'histoire de notre pensée sociale. Ou du moins, si un tel courant a existé chez nous, nos historiens ne nous l'ont pas encore fait connaître ; de toute façon, entre les hommes qui, disons, au XIX^e siècle, auraient été préoccupés de réformes sociales dans notre milieu et les mouvements contemporains d'action sociale, il y a eu solution de continuité. En conséquence, le service social n'a pas rencontré dans notre milieu, pour l'accueillir et lui offrir un terrain favorable à son épanouissement, des groupes ou des mouvements d'idées ayant une histoire et une tradition d'action sociale, comme ce fut le cas aux États-Unis, en France, en Angleterre, où le service social est issu d'une longue tradition de préoccupations sociales et politiques.

Cette absence de tradition d'action sociale ne s'explique pas que par le fait de notre situation minoritaire. On peut en proposer deux autres explications. Tout d'abord, une collectivité cherche toujours à se définir par une idéologie, c'est-à-dire une façon de s'expliquer, de se percevoir et de se verbaliser en fonction d'une situation donnée. Or, on observe que cette idéologie est rarement le produit de l'ensemble d'une société. Elle a généralement ses origines dans un groupe ou une strate sociale, qui définit la situation à sa façon, de son point de vue, et impose sa définition à l'ensemble de la société. C'est ce que l'on appelle sociologiquement une « élite ». Au Canada français, les valeurs dominantes ont été élaborées et définies soit par le clergé qui était préoccupé avant tout par les intérêts de la population rurale, soit par la classe professionnelle qui était centrée sur la survivance de notre communauté ethnique. L'absence d'une classe ouvrière jusqu'au début de ce siècle se manifeste non seulement par un vide dans les structures sociales du Canada français du siècle dernier, mais aussi par une absence de préoccupations sociales dans les valeurs de la collectivité nationale. C'est en effet la classe ouvrière elle-même ou l'existence d'une classe ouvrière ou d'un prolétariat qui dans les pays industriels ont posé à la conscience collective l'existence de problèmes sociaux et économiques. C'est pour la classe ouvrière, et souvent par la classe ouvrière même, que se sont précisées les revendications sociales du siècle dernier et qu'ont été menés les grands mouvements de réforme sociale. C'est à travers la classe ouvrière qu'ont été posées au monde moderne les exigences de la justice sociale par les marxistes, les socialistes ou les chrétiens sociaux. Ce ferment d'action sociale, que représentaient la classe ouvrière et la conscience ouvrière, nous a fait défaut. C'est sans doute cette absence de conscience ouvrière qui a rendu jusqu'ici inefficace l'action d'un parti socialiste dans notre province. Un tel parti ne trouve pas dans notre mentalité les points d'appui historiques nécessaires.

L'autre cause qui peut expliquer la faiblesse de notre tradition d'action sociale, c'est le rôle trop exclusif joué par le clergé en matière de bien-être. Depuis le régime français, l'organisation et la planification des institutions de bienfaisance ont toujours été la responsabilité du clergé. Le rôle des laïques n'a été généralement que supplétif. Aussi le laïcat ne s'est-il jamais senti

profondément engagé dans ces oeuvres, contrairement à ce que l'on peut constater dans une société laïque ou protestante. Pour les laïques canadiens-français, les oeuvres ont toujours constitué un à-côté réservé à quelques bonnes âmes dévouées et charitables. En d'autres termes, la philanthropie ecclésiastique pratiquée dans notre milieu da jamais eu un caractère proprement démocratique, c'est-à-dire n'a jamais fait appel à la participation de la population dans une prise de conscience commune des responsabilités à l'endroit de tous les membres de la société. Si l'on peut parler d'action sociale dans notre milieu, on doit en conclure qu'elle fut le fait à peu près exclusif de notre clergé. Lui seul, appuyé plus ou moins activement par certains laïques, a porté la préoccupation des pauvres, des indigents, des déséquilibrés, des faibles et des mésadaptés.

C'est peut-être à cet état de fait que l'on pourrait rattacher notre mentalité et nos attitudes touchant la pauvreté et la richesse. Sans trop la caricaturer, on pourrait grossièrement décrire cette mentalité en disant que nous avons eu tendance à considérer la richesse comme un don de Dieu dont les bénéficiaires doivent user pour le plus grand bien de leur âme, c'est-à-dire en en distribuant une partie aux pauvres, et la pauvreté comme une grâce de Dieu qui facilite l'accès du Ciel et permet aux riches de faire quelques bonnes actions. Plus peut-être que dans aucun autre milieu, nous avons été persuadés qu'il y aura toujours des pauvres parmi nous et qu'il est bon qu'il en soit ainsi. La vue providentielle des choses, qui caractérise assez bien notre mentalité religieuse, s'accommodait parfaitement de cette définition de la pauvreté. Mais le sens de la justice sociale y trouvait peu de prise. Les revendications sociales risquaient d'apparaître comme un désordre introduit par l'homme dans les desseins de Dieu.

Dans le con-texte de cette philanthropie ecclésiastique et de cette mentalité religieuse, il est normal que le service social professionnel soit apparu comme un intrus et même comme une monstruosité. Que de propos scandalises n'a-t-on pas entendus sur cette déplorable professionnalisation de la charité qu'apporte le service social avec ses techniques et ses méthodes ! Le dévouement, imbu de charité religieuse, avait toujours été le seul motif dynamique de bien-être social et l'on ne pouvait concevoir qu'il puisse en être autrement dans une communauté catholique.

Sans doute, l'action de l'Église dans le domaine du bien-être a-t-elle été nécessaire et utile à notre population. Mais en ce qui concerne le service social et son développement dans notre province, on doit constater que les structures élaborées par le clergé et la mentalité religieuse de notre population ont créé une situation dans laquelle le service social peut avoir de la difficulté à trouver place. Même de nos jours, il est évident que le service social dépend dans son existence même de l'action du clergé. Nos agences de service social ne sont-elles pas financées par des campagnes de souscription supportées par le clergé

ouvertement et activement ? Le service social ne s'exerce-t-il pas aussi dans un grand nombre d'institutions dont les autorités sont religieuses ? Que l'on me comprenne bien. Il ne s'agit ni de blâmer le clergé ni de regretter cette situation, dont les laïques eux-mêmes sont d'ailleurs en partie responsables. Il faut plutôt regarder la situation telle qu'elle se présente pour mieux comprendre les problèmes d'ajustement de notre service social.

Dans une autre voie, mais qui est reliée à ce qui précède, ces réflexions nous amènent à souligner un autre trait de notre culture, à savoir l'absence d'une tradition scientifique chez les Canadiens français. Le service social se fonde sur une approche méthodique et scientifique des problèmes et des situations. Or, notre milieu naît à peine à des intérêts scientifiques. Dans nos universités, les chercheurs et les professeurs de carrière représentent pratiquement la première génération. Nous n'avons pas de grand Institut de recherche scientifique. Dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la théologie, du génie, des sciences ou du droit, les chercheurs qui nous ont précédés ont été trop peu nombreux. Dans les sciences de l'homme, sur lesquelles se fonde particulièrement le service social, il est encore plus vrai de dire que nous souffrons d'une absence quasi totale de tradition scientifique. Les recherches en économie, en sociologie et en psychologie sont pratiquement inexistantes et l'on commence à peine à s'intéresser à ces domaines. Il semble que les Canadiens français aient été jusqu'ici préoccupés de vivre et de construire, mais très peu de connaître.

Cet état de la recherche et des sciences dans notre milieu se concrétise d'ailleurs dans l'éventail restreint des professions ayant ici droit de cité. Ce n'est que depuis trente ou quarante ans que de nouvelles professions sont venues s'ajouter à celles que l'on appelle « les professions traditionnelles », c'est-à-dire le droit et la médecine. Si notre population commence à peine à accepter et reconnaître de nouvelles professions telles que celles de statisticien, d'économiste ou de psychologue, la profession de travailleur social est peut-être encore plus loin de la mentalité de notre milieu, à cause des raisons données plus haut. Bien peu de familles se réjouiront de voir le grand garçon ou la grande fille se diriger vers la profession du service social après les études secondaires. D'autres professions plus prestigieuses s'offrent à eux, et aussi de plus en plus à elles. La profession de travailleur social est en général mal connue ou mal reconnue, à l'exception de certains milieux assez restreints.

Tout ce qui précède nous amène à conclure que le service social canadien-français n'est pas dans une position très confortable. Le milieu dans lequel il s'implante est mal préparé à le recevoir, résiste même à son intégration ou a de la difficulté à reconnaître le rôle qu'il y vient jouer. De esprits chagrins pourraient tirer de cette analyse les conclusions pessimistes qu'ils attendent et qu'ils recherchent. Mais peut-être faut-il plutôt mettre l'accent sur le fait que dans ce contexte le service social a été appelé et est appelé à jouer - peut-être

plus qu'ailleurs - le rôle dynamique d'un ferment social et à être un facteur ou un agent de changement social et culturel. Non seulement le service social a-t-il réussi à prendre racine dans notre milieu, en dépit des difficultés rencontrées, mais on ne peut nier qu'il ait déjà modifié profondément les structures du bien-être et notre mentalité d'action sociale. On, peut même ajouter que le service social ne continuera à se développer qu'à la condition de jouer ce rôle dynamique dans notre société. S'il veut remplir les tâches qui sont les siennes, le service social ne peut pas compter sur une réceptivité totale de la population et de ceux qui définissent les besoins de la population. Il doit donc avoir voix au chapitre, c'est-à-dire introduire de nouvelles valeurs et de nouvelles intentions dans le domaine du bien-être et forcer les structures ou les institutions existantes à se modifier en fonction des besoins nouveaux ou de la nouvelle prise de conscience des besoins.

B. Les valeurs « dynamiques » du service social

[Retour à la table des matières](#)

On peut ici se demander en quoi et comment le service social peut jouer ce rôle de ferment social. Quels sont ses buts et ses valeurs qui lui permettent de jouer un rôle novateur, et même l'obligent à un tel rôle ? Qu'apporte de nouveau le service social à notre milieu ?

Dans un article sur le rôle du travailleur social dans la société, Grace Longwell Coyle écrivait: « Qu'est-ce que le service social apporte à la société contemporaine et comment est-il relié à cette société? J'aimerais présenter trois propositions qui me semblent répondre en partie à ces questions. En premier lieu, notre société semble produire par la façon même dont elle fonctionne un besoin d'aide dans les relations sociales, et dans bien des cas ce besoin ne peut être comblé que par des mesures de bien-être social, publiques et privées, à travers lesquelles le service social offre ses services. En second lieu, les travailleurs sociaux ont une fonction de « santé publique » pour la prévention de telles conditions sociales ou pour leur amélioration. Cette fonction de santé publique appelle non seulement des services aux individus mais aussi des changements dans la situation sociale elle-même. En troisième lieu, les buts et les valeurs du service social sont eux-mêmes une contribution

significative à la société environnante ». ⁴ Ces remarques de Grace Coyle s'appliquent à fortiori à notre société canadienne-française.

Tout d'abord, le service social apporte une vue essentiellement dynamique de la vie sociale. Dans un pays récemment industrialisé et en rapide évolution, où l'on mesure encore mal les répercussions de cette évolution, où l'on tente trop souvent de définir notre groupe ethnique et sa vocation en termes statiques et conservateurs, le service social apporte une perception essentiellement évolutive de la réalité. Je dirais que le service social porte cette perspective dynamique à tous les niveaux de sa perception: au niveau de la personnalité et des relations interpersonnelles grâce à rapport de la psychologie dynamique, au niveau des groupes grâce à la dynamique des groupes dont s'alimente le service social des groupes, et au niveau de la collectivité grâce à l'approche essentiellement active de l'organisation communautaire. Aussi, cette vision évolutive de l'homme et de la société permet-elle au service social une approche non seulement curative mais aussi et surtout préventive. Engloutie dans le raz de marée de l'industrialisation intensive, notre société n'a encore que faiblement pris conscience de la nécessité de planifier par la prévision et l'action préventive. L'esprit et la pratique du service social peuvent ici contribuer une fonction de « santé publique », selon l'expression de Grace Coyle.

En second lieu, le service social apporte une perspective psychosociologique sur la conduite humaine. Dans notre mentalité canadienne-française, l'homme est défini d'une façon, trop exclusivement rationnelle et morale. Par exemple, on entend souvent dire que « les idées mènent le monde », ou encore que « l'homme juste est celui qui se conduit selon les principes qu'on lui a inculqués », ou enfin que « le criminel est celui qui se laisse aller à ses mauvais penchants sans avoir la volonté nécessaire de leur résister ». Le service social apporte une perspective beaucoup plus humaine, et même plus chrétienne, sur le bien et le mal, l'esprit et la chair, la grâce et la nature. Toute la pratique du service social est fondée sur l'analyse des conditions psychosociales qui expliquent la conduite des individus, des groupes et des sociétés. Si la grâce agit, c'est à travers et par ces conditionnements. Aussi, le travailleur social est-il profondément persuadé que s'il n'a pas prise sur la grâce elle-même, il agit sur les canaux qu'utilise ou qu'emprunte la grâce. Le travailleur social sait que les méthodes policières, les mesures judiciaires ou législatives, les discours ou les admonestations morales ne sont souvent que de faux remèdes, sinon des paravents à la mauvaise conscience.

En troisième lieu, le service social constitue essentiellement une prise de conscience des problèmes de bien-être par le laïcat. Des laïques sont appelés à planifier les oeuvres de bien-être et à les mettre sur pied. Il ne s'agit évidem-

⁴ Grace LONGWELL COYLE, « The Social Worker and his Society », *The Social Service Review*, XXX, décembre 1956, p. 389.

ment pas de tomber dans l'excès contraire, et de vouloir remplacer l'action trop exclusive du clergé dans ce domaine par une action exclusive des laïques. Peut-être à ce sujet les travailleurs sociaux ont-ils parfois oublié ce qu'ils pouvaient attendre de la part du clergé paroissial. Mais le point qu'il faut ici souligner, c'est que le service social force à inventer des modes de collaboration sur un pied d'égalité entre laïques et membres du clergé dans le domaine du bien-être.

Enfin, en quatrième lieu, le service social porte dans ses méthodes d'action un esprit essentiellement démocratique. Cet esprit démocratique se manifeste dans le domaine du bien-être, mais il doit s'élargir à tout l'ensemble de la vie sociale. Le service social est en effet fondé sur le respect de la personnalité individuelle et sociale, le respect des capacités et des aptitudes, et sur l'effort pour permettre à ces capacités de s'exprimer selon leur dynamique propre. Ce respect de la personnalité au plan de l'individu devient, au plan social, la vertu de tolérance fondamentale à l'esprit démocratique. Comme le rappelle magnifiquement Kenneth Pray dans son volume *Social Work in a Revolutionary Age*, c'est cet esprit du service social qui nous empêche de réclamer « le droit de modeler les individus et leur environnement selon notre volonté, ou selon nos connaissances supposées supérieures, ou selon nos standards préconçus de progrès social ou d'adaptation sociale. Elle nous protège contre la recherche des satisfactions insidieuses ou des résultats superficiels qui sont attachés à la possession du pouvoir sur les autres, qu'il s'agisse du pouvoir inhérent au contrôle discrétionnaire des nécessités de la vie, ou du contrôle beaucoup plus subtil mais également efficace de l'autorité morale ou intellectuelle ». ⁵ Dans un pays qui n'a pas connu l'action sociale, qui n'a pas de tradition d'action sociale, le danger est grand de vouloir imposer des solutions toutes faites, des plans préconçus ou préfabriqués de réformes sociales. Ce danger est d'autant plus grand que notre peuple a toujours recherché l'autorité mystique d'un chef et que nos valeurs nationales ont été définies par une élite professionnelle et intellectuelle. Le service social peut arriver à point pour rappeler la nécessité d'une pluralité des élites dans une société complexe comme celle dans laquelle nous vivons actuellement.

⁵ Kenneth L. PRAY, *Social Work in a Revolutionary Age and Other Papers*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1949.

C. Les exigences de l'action sociale

[Retour à la table des matières](#)

C'est dans la mesure où il affirmera et pratiquera ces valeurs, qui constituent l'esprit et le fondement de son action, que le service social exercera un rôle dynamique dans notre société et imprimera son empreinte sur la communauté. C'est d'ailleurs, répétons-le, à cette condition qu'en retour il se réalisera véritablement et pleinement et acquerra droit de cité. Il est évidemment vain de vouloir à tout prix affirmer la profession de travailleur social si le milieu dans lequel on cherche à l'implanter ne perçoit pas les réalités et les problèmes dans une perspective nouvelle. C'est précisément cette perspective nouvelle que les travailleurs sociaux doivent affirmer.

Cela exige, comme le voulait Kenneth Pray, que le service social soit axé à la fois sur le « workmanship » et le « statesmanship ». ⁶ En d'autres termes, les travailleurs sociaux doivent à la fois maîtriser les disciplines de base et les techniques fondamentales de leur profession et être des citoyens particulièrement bien informés des divers problèmes sociaux et des questions de bien-être concernant l'ensemble de la population. Cette dualité du service social, qui le porte à la fois vers, les personnes et les conditions sociales, a d'ailleurs été affirmée par presque tous les théoriciens du service social, qu'il s'agisse de Gordon Hamilton, Frank Bruno ou Herbert Bisno.

Mais il faut avouer que le service social et les sciences de l'homme en général ont encore beaucoup à apprendre dans le domaine de l'action sociale. L'éducation populaire, le développement régional, la réorganisation de quartiers défavorisés, les loisirs, l'assistance technique aux pays sous-développés, autant de secteurs où nous évoluons encore à tâtons, et où nous expérimentons trop souvent au hasard. Ce sont pourtant des champs qui sont et seront de plus en plus ouverts à l'action de travailleurs sociaux. Le service social ne participerait pas à l'action communautaire, aux dimensions de notre pays et du monde tout entier, s'il se détournait de ces domaines où l'on requerra de plus en plus sa compétence propre. Il est donc nécessaire que des travailleurs sociaux participent à l'élaboration de la pensée et des méthodes dans chacun de ces champs.

⁶ Kenneth PRAY, op. cit., pp. 231-232.

Faisant une revue du « Curriculum policy » adopté en 1952 par le Council on Social Work Education, Katherine Kendall s'exprimait ainsi à ce sujet: « Dans l'ensemble, nos écoles de service social n'ont pas encore résolu les problèmes qui se posent si l'on veut qu'au terme de leurs études professionnelles nos étudiants aient acquis de larges perspectives historiques, une connaissance des besoins sociaux et de l'organisation sociale, l'habileté nécessaire pour contribuer de façon constructive aux changements sociaux, et, ce qui est de la plus haute importance, les aptitudes pour fournir le leadership qui contribuera au changement social nécessaire. On est généralement d'accord pour dire qu'il est nécessaire que les travailleurs sociaux aient de telles connaissances et de telles aptitudes, et que les écoles doivent préparer à la responsabilité sociale. L'inconscience ou la négligence n'est donc pas le problème majeur. Le problème consiste plutôt à savoir ce qu'il faut enseigner, dans quelle proportion et dans quel ordre renseigner, et comment arriver à un équilibre entre ce secteur et les autres du curriculum ». ⁷ J'ajouterais deux réflexions à la suite de ce témoignage. Tout d'abord, sans rejeter la responsabilité des écoles de service social, il faut bien reconnaître que la formation qu'elles peuvent donner en vue d'un « leadership » social a nécessairement un caractère fortement académique, assez artificiel même. C'est dans les problèmes pratiques et concrets de la vie professionnelle que ce « statesmanship » s'acquiert véritablement. La formation universitaire peut poser les fondements intellectuels, développer une motivation, aiguïser des aptitudes; l'expérience devra faire le reste. Et pour les travailleurs sociaux, l'expérience quotidienne est particulièrement riche. Le comité chargé par l'Association Canadienne des Travailleurs Sociaux d'étudier la question de l'action sociale note dans son rapport qu'au contact de divers milieux et d'une grande variété de problèmes humains, les travailleurs sociaux acquièrent une expérience qui leur permet, ou plutôt les oblige à faire bénéficier les gouvernants, les autorités religieuses et l'opinion publique du fruit de leurs observations et de leurs réflexions. Et le comité mettait en exergue cette phrase qui résumait le thème de son rapport: « L'ACTS devrait avoir le courage de ses convictions et accepter la responsabilité qui lui incombe d'élever la voix ». ⁸

En second lieu, le leadership des travailleurs sociaux s'inscrit nécessairement dans le contexte de la pluralité des élites, dont nous parlions plus haut. C'est en collaboration avec d'autres leaders du milieu, leaders de différentes classes sociales et de différentes formations, que les travailleurs sociaux ont à travailler. Or, les travailleurs sociaux pourraient bénéficier beaucoup plus qu'ils ne le font de l'expérience de ces autres leaders, dans leur apprentissage des exigences de l'action sociale. En particulier, les services sociaux et les travailleurs sociaux ont tout à gagner d'une jonction avec le leadership naturel

⁷ Katherine A. KENDALL, « Curriculum Policy and Educational Practice », *The Social Service Review*, XXIX, juin 1955, p. 118.

⁸ Association Canadienne des Travailleurs Sociaux, *Rapports de la période biennale, 1956-1958*, pp. 27-30.

des divers milieux sociaux. Par exemple, une collaboration plus soutenue ne pourrait-elle pas être établie entre travailleurs sociaux et chefs syndicalistes locaux, particulièrement ceux parmi ces derniers qui sont responsables de l'éducation ouvrière ? Ces chefs ouvriers ont souvent une connaissance profonde et vivante de leurs milieux, dont les travailleurs sociaux pourraient largement profiter; ceux-ci, en retour, pourraient peut-être apporter à ces leaders le support de leur science et de leurs méthodes. Si l'on croit en des changements sociaux provoqués par les couches sociales qui ont elles-mêmes besoin de ces changements, le service social doit appuyer son action sociale sur les ressources dynamiques de ces milieux. Il doit même contribuer pour sa part à l'éclosion du leadership naturel dans ces milieux.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous reconnaissons a nouveau, en terminant, ce que cette analyse peut avoir d'« impressionniste » et d'incomplet, voire même d'injuste. Ce sont, comme le titre l'indique, quelques « réflexions » inspirées d'une optique sociologique. La sociologie du service social est à faire. Nous n'en avons esquissé que quelques traits dans la première partie de cet article, pour en tirer ensuite quelques conclusions d'action.

Ces réflexions constituent avant tout un effort de recherche pour mieux connaître et comprendre un aspect du rôle du service social dans notre milieu. En analysant - ou repensant -ainsi le service social en fonction de la société dans laquelle il est appelé à s'intégrer, on peut peut-être en mieux saisir l'originalité et les va-leurs essentielles. Cela permettra de ne pas perdre de vue l'esprit et l'intention fondamentale, et d'échapper aux pressions du milieu pour assimiler cette nouvelle institution en la déformant à son image.

Les gens s'adonnent à la recherche pour deux raisons : d'abord parce qu'elle est intéressante, ensuite parce qu'elle est utile. Les relations entre chercheurs et hommes d'action sont compliquées par le fait que la connaissance utile n'est pas toujours intéressante, et que ce qui est intéressant n'est pas nécessairement très utile. Les chercheurs et les hommes chargés de prendre des décisions aiment flirter ensemble, mais s'il leur faut conclure un mariage solide et réussi, les deux parties doivent se rendre compte, plus clairement qu'elles le font d'habitude, des circonstances où l'utile et l'intéressant coïncideront.

Max F. MILLIKAN, « Sciences sociales et action politique », *Esprit*, janvier 1959.

Fin du texte